

Février 2026 - <https://onpe.france-enfance-protgee.fr/>



Les parcours des pupilles de l'Etat

Ce numéro d'ONPE Synthèses, rédigée par Lucile Basse, doctorante en démographie au CRIDUP et chargée d'étude en contrat CIFRE à l'ONPE, identifie les facteurs ayant conduit à la forte augmentation du nombre de pupilles au cours de la dernière décennie. Elle met en lumière les transformations des parcours des pupilles, tant en amont de leur admission qu'une fois le statut obtenu, et les replace dans la démarche de « protection par le statut » engagée à l'échelle nationale.

Lire la publication



Bibliographie sélective



Séminaire ONPE



Journée du prix de thèse

Retrouvez toutes les références liées au séminaire «violences institutionnelles».

[En savoir plus](#)

La 3ème séance du séminaire de recherche se déroulera le jeudi 2 avril 2026.

[En savoir plus](#)

Le prix de thèse ONPE–Fondation de France se tiendra le vendredi 20 mars 2026.

[En savoir plus](#)

Recherche

Prévenir la maltraitance

Dans le cadre de l'appel à projets ouvert 2023, l'ONPE a publié un rapport de recherche intitulé «**Prévenir la répétition transgénérationnelle et l'apparition de la maltraitance : implication de l'histoire de maltraitance, de l'attachement et du stress du parent** ». Cette étude, réalisée par Aino Elina Sirparanta, Camille Danner Touati et Raphaela Miljkovitch, vise à examiner dans quelle mesure l'histoire de maltraitance parentale, la qualité des schémas d'attachement du parent et le stress parental sont associés à la survenue de la maltraitance. L'objectif central est d'éclairer les pratiques de prévention et de prise en charge auprès des familles à risque.

[En savoir plus](#)

Observatoire de la non-scolarisation à Mayotte

Le programme de recherche *Observatoire de la non-scolarisation à Mayotte* fait suite à la recherche « Non-scolarisation et déscolarisation à Mayotte : dénombrer et comprendre », réalisée en 2022-2023 par l'équipe Efis / Cref de l'Université Paris Nanterre. L'observatoire vient de publier le "Point infos n° 1" intitulé *Les enfants en âge d'être scolarisés (3-15 ans révolus) et qui ne le sont pas* :

Agenda

12 mars 2026 -

Marseille

Accompagner la parentalité

[En savoir plus](#)

13 mars 2026 - Paris

Adolescents, tous border?

[Programme et inscription](#)

17 mars 2026 - Paris

Les violences exercées sur les enfants

[S'inscrire](#)

17 mars 2026 - Rennes

Souffrances croisées, enfants et professionnels face au traumatisme

[S'inscrire](#)

19 mars 2026 - Metz

Recueillir la parole de l'enfant : pratiques, enjeux et perspectives

[S'inscrire](#)

25 mars 2026 -Épinal

Qu'est-ce que je fais encore là ? L'intérêt supérieur de l'enfant, vraiment !

[S'inscrire](#)

1-3 avril 2026 -Marseille

Événements



Refonder la protection de l'enfance

Le Comité stratégique pour la refondation de la politique de protection de l'enfance a été lancé le 10 février 2026, sous l'égide de de Gérald Darmanin, garde des Sceaux, ministre de la Justice et de Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, avec une forte mobilisation interministérielle et la représentation de l'ensemble des parties prenantes, avec en premier lieu Départements de France. Ce comité entend agir plus tôt, en renforçant la prévention et le soutien à la parentalité ; protéger mieux, en garantissant la mise en sécurité immédiate des enfants en danger ; stabiliser durablement les parcours, en pensant l'avenir de l'enfant dans des délais compatibles avec son développement ; accompagner tous les enfants et les jeunes, leur donner des perspectives d'avenir et des moyens pour s'insérer, s'autonomiser ; assurer l'égalité territoriale, par une gouvernance clarifiée et une meilleure coordination entre l'État, la justice et les départements. De plus, afin d'inscrire cette transformation dans la durée et de l'ancrer dans

Textes et travaux parlementaires

- [Proposition de loi relative à l'intérêt des enfants](#) / AN, 29/1/26. Elle vise à améliorer les mécanismes déjà existants des dispositifs de la protection de l'enfance, notamment en créant une ordonnance de protection provisoire de l'enfant.
- Le 10 février 2026, le Sénat a adopté, avec modifications et en première lecture, [la proposition de loi](#) visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne.
- [Circulaire de politique pénale et éducative relative à la justice des mineurs](#) / Ministère de la justice, 11/2/26. Refonte de l'offre de placement au pénal et renforcement du milieu ouvert.
- [Circulaire](#) | Favoriser la réussite et l'ambition scolaires des enfants protégés / Ministère de l'Éducation nationale, 11/2/26
- [Circulaire](#) de politique pénale territoriale pour les territoires ultramarins / Ministère de la justice, 20/2/26

Du côté des ministères

- [CP](#) | Le Gouvernement publie les données concernant les violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire / Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, 29/1/26. Les résultats montrent

l'expertise, les ministres ont annoncé la création d'un **Comité scientifique permanent de la protection de l'enfance**, chargé d'éclairer l'action publique par les données, la recherche et l'expérience de terrain. [En savoir plus](#)

Etudes et statistiques



Des milliers d'enfants sont toujours invisibles des statistiques publiques

L'Unicef France a publié le premier [rapport de l'Observatoire des droits de l'enfant](#), une photographie inédite et consolidée de la situation des enfants en France. Le rapport met en lumière un constat préoccupant : l'absence de données complètes, fiables et couvrant l'ensemble du territoire ainsi que de suivi systématique empêche encore de garantir l'effectivité des droits de tous les enfants. Des milliers d'entre eux – enfants vivant dans la pauvreté, non scolarisés, en situation de handicap, mineurs non accompagnés ou vivant dans les territoires d'Outre-mer – demeurent largement invisibles des statistiques publiques, et donc de politiques publiques adaptées à leurs besoins. S'appuyant sur des sources multiples – agences gouvernementales, organisations internationales, enquêtes nationales et internationales – l'Observatoire propose un suivi global et structuré

que les violences sexistes et sexuelles apparaissent dès l'école élémentaire, s'intensifient à l'adolescence et touchent davantage les filles à mesure que l'âge et le niveau scolaire augmentent.

- [CP](#) | Adoption : l'attestation d'honorabilité devient obligatoire pour renforcer la protection des enfants / Ministère du travail et des solidarités, 30/1/26
- [CP](#) | Assises nationales du soutien à la parentalité 2026 / Ministère du travail et des solidarités, 19/2/26
- [CP](#) | Insécurité et délinquance en 2025 : une première photographie / ministère de l'Intérieur, 29/1/26

Publications

- 10 mesures d'urgence pour le repérage et l'intervention précoce en santé mentale / [Rapport](#) effectué dans le cadre de la mission sur le repérage et l'intervention précoce en santé mentale, 12/2/26
- [Jeunesses et discriminations fondées sur l'origine : répondre à l'impératif d'égalité](#) / Défenseur des droits, 26/2/26. Ce rapport propose un état des lieux des discriminations liées à l'origine vécues par les jeunes. Il dresse un constat préoccupant sur l'ensemble des parcours de vie (école, logement, emploi, santé, loisirs) et formule des recommandations.
- Cause majeur ! publie [une synthèse des résultats](#) de la 4^e enquête nationale portant sur la

de l'application des droits de l'enfant. Il rassemble, organise et analyse **76 indicateurs** clés, répartis autour de **12 grandes thématiques** : éducation, santé, santé mentale, protection de l'enfance, pauvreté, migrations, nutrition, numérique, petite enfance, opinion de l'enfant, démographie et environnement.

Parutions



Attractivité des métiers en protection de l'enfance

Pour répondre aux défis croissants du secteur de la protection de l'enfance et améliorer les conditions de travail des professionnels, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) a mandaté l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) pour mener une expérimentation dans plus de 300 structures entre 2023 et 2025.

Deux nouveaux outils gratuits et prêts à l'emploi découlent de ces dispositifs. Cette expérimentation vise à renforcer l'attractivité des métiers et la qualité de l'accompagnement des enfants confiés. La démarche a mobilisé les équipes éducatives, les directions, les représentants du personnel (CSE) des établissements et services de protection de l'enfance et des chargés de mission des Aract en région.

[Lire la publication](#)

l'effectivité de loi du 7 février 2022 relative à la protection de l'enfance. Quatre ans après, l'accompagnement des jeunes majeurs demeure insuffisant et inégal selon les territoires.

- Financé par la DGCS, la Cnape porte un projet de cartographie nationale de la prévention spécialisée. L'objectif : recenser et observer les opérateurs de prévention spécialisée pour mieux les connaître.

[Lire le questionnaire](#)

- [Les besoins de santé des franciliens état des lieux et perspectives](#) /ORS Ile-de-France.

L'étude met en évidence des fragilités sanitaires chez les jeunes, avec plusieurs indicateurs moins favorables qu'au niveau national et de fortes disparités territoriales.

- [Les défaillances dans l'accueil et la détermination de l'âge de mineurs non accompagnés](#) : le Comité des droits de l'enfant sanctionne à nouveau la France / Défenseur des droits, 6/2/26

- Mineurs étrangers non accompagnés : un dispositif de prise en charge saturé ?/ [Vie publique.fr](#), 11/2/26

France Enfance Protégée



France Enfance Protégée a reçu la visite d'une délégation croate composée de 3 personnes de "Brave phone", ligne d'aide aux enfants, 3 représentants du ministère de l'intérieur, et 1 représentant du ministère des affaires sociales . Ils étaient accompagnés d'une magistrate du bureau d'aide aux victimes et de la vie associative (ministère de la justice) qui organise la venue de la délégation en France. Cette délégation a souhaité mieux appréhender le système de protection de l'enfance et ont ainsi souhaité découvrir France Enfance Protégée et notamment le 119.

Médias





<http://www.linkedin.com/company/franceenfanceprotegee>

*Lettre réalisée par Françoise Delahaye, documentaliste sous la direction de Grégory Dubois, directeur de l'ONPE
Copyright © 2026 Observatoire national de la protection de l'enfance, All rights reserved.*